

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE



Comue de Toulouse
41 allées Jules Guesde
CS 61321
31013 TOULOUSE CEDEX 6
Tél : 05 61 14 80 11

Marché n°2025-059

MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

PROJET CALCUL 2027

**Travaux d'infrastructures pour le calculateur de Météo-France
Au sein de l'Espace Clément Ader**

*Appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du
Code de la Commande Publique*

**Cachier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

SOMMAIRE

1.	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1.	OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2.	ALLOTISSEMENT	4
1.3.	TRANCHES.....	4
1.4.	DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	4
2.	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
3.	MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE	5
4.	MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	6
4.1.	INFORMATIONS RÉCIPROQUES DES COCONTRACTANTS	6
4.1.1.	Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché	6
4.1.2.	Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage	6
4.1.3.	Exécution des prestations par une personne nommément désignée	6
4.1.4.	Confidentialité et secret professionnel.....	7
4.2.	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	7
4.3.	REUNION DE CHANTIER	7
4.4.	AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION	7
4.4.1.	Coordination sécurité et protection de la santé	7
4.4.2.	Contrôle technique	8
4.4.3.	L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier (OPC).....	8
4.4.4.	Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants	8
4.5.	PRÉSENTATION ET VÉRIFICATION DES PRESTATIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE	8
4.5.1.	Gestion documentaire en phases études et travaux	8
4.5.1.1.	Délais maximum d'établissement des documents en phase études et travaux	8
4.5.1.2.	Présentation des documents :	9
	Le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des études.	9
4.5.1.3.	Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage :	10
4.5.2.	Vérification des éléments financiers en phase Travaux	11
4.5.2.1.	Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs	11
4.5.2.2.	Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs	11
4.6.	ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE	11
4.6.1.	Forme de la notification.....	11
4.6.2.	Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage	12
4.6.3.	Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des réserves	12
4.7.	ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE	12
4.8.	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	12
5.	ARTICLE 5 – REMUNÉRATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE.....	13
5.1.	CARACTÉRISTIQUES ET CONTENU DES PRIX	13
5.2.	CARACTÈRE FORFAITAIRE DU MARCHÉ	13
5.3.	ÉTABLISSEMENT DU FORFAIT PROVISOIRE DE REMUNÉRATION.....	13
5.4.	PASSAGE AU FORFAIT DÉFINITIF DE REMUNÉRATION	13
5.5.	MODALITÉS DE RÉVISION	14
5.5.1.	Mois d'établissement du prix du marché.....	14
5.5.2.	Révision du prix du marché de maîtrise d'œuvre	14
5.6.	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE.....	14
6.	ARTICLE 6 - ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE ET PÉNALITÉS	14
6.1.	ENGAGEMENT DE LA MAÎTRISE D'ŒUVRE SUR LE COUT DE L'OPÉRATION	14
6.1.1.	Avant la passation des marchés de travaux	14
6.1.2.	Après la passation des marchés de travaux	15
6.2.	PÉNALITÉS APPLICABLES AU MAÎTRE D'ŒUVRE.....	16
6.2.1.	Pénalités de retard dans la présentation des documents	16
6.2.2.	Pénalités en cas de retard dans la vérification des documents financiers des marchés de travaux	16
6.2.3.	Pénalités de retard sur une date jalonnée	17
6.2.4.	Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation	17
7.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	17

8.	RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	17
8.1.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	17
8.2.	MONTANT DE L'ACOMPTE PERIODIQUE.....	18
8.3.	ETABLISSEMENT DU SOLDE.....	19
8.4.	DELAI DE PAIEMENT	19
8.5.	PAIEMENTS DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	19
8.5.1.	Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	19
8.5.2.	Modalités de paiement direct	20
9.	AVANCES	20
9.1.	LES AVANCES VERSEES AU TITULAIRE.....	20
9.2.	LES AVANCES VERSEES AUX SOUS-TRAITANTS	21
10.	ASSURANCES.....	21
10.1.	ASSURANCE DU MAITRE D'ŒUVRE.....	21
10.2.	ASSURANCE DU MAITRE D'OUVRAGE	22
11.	RÉSILIATION.....	22
12.	DIFFEREND ENTRE LES PARTIES.....	22
13.	DROIT ET LANGUE.....	22
14.	DEROGATIONS AUX CCAG	23

1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du Marché

La présente consultation concerne un marché public de maîtrise d'œuvre relatif au projet Calcul 2027 ayant pour objet les travaux d'infrastructures nécessaires à la mise en place du nouveau calculateur de Météo France, et conjointement au maintien en production des calculateurs existants de CALMIP et du datacenter de la Comue (DROcc) au sein de la Plateforme de Calcul Intensif, PCI, du site de l'Espace Clément Ader (ECA) situé 3 rue Caroline Aigle 31400 à Toulouse.

Le marché est décomposé en deux phases. Chacune d'elle correspond à un niveau de puissance à atteindre et aux travaux d'évolution associés dans une temporalité définie dans le planning prévisionnel Etudes et Travaux joint au dossier de consultation des entreprises (annexe 27 au CCTP).

Il est envisagé que le marché de travaux soit décomposé en lots conformément au programme l'opération.

La partie de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est de 7 877 500 € HT pour la phase 1 et de 1 971 000 € HT pour la phase 2, en date de valeur de Juin 2025.

Classification CPV : 71000000-8 Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection

1.2. Allotissement

La mission de maîtrise d'œuvre est une mission globale qui doit permettre d'apporter une réponse architecturale, technique et économique au programme défini par le maître d'ouvrage pour la réalisation d'une opération. A ce titre, elle ne permet pas la décomposition en lot.

1.3. Tranches

Le présent marché comprend une tranche ferme composée des missions suivantes pour les deux phases :

- DIAG
- AVP
- PRO
- ACT dont DCE
- CSSI

Et uniquement pour la phase 1 en tranche ferme les missions suivantes : VISA+DET+AOR+SYNTH+GED.

Et une tranche optionnelle uniquement pour la Phase 2 comprenant l'intégralité des missions suivantes : VISA+DET+AOR+SYNTH+GED.

La tranche optionnelle sera affirmée par décision expresse du représentant du pouvoir adjudicateur. La tranche optionnelle pourra être affirmée dans un délai maximal de 20 mois à compter de la notification du marché.

La tranche optionnelle sera affirmée par décision expresse du représentant du pouvoir adjudicateur. La tranche optionnelle pourra être affirmée dans un délai maximal de 20 mois à compter de la notification du marché.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur n'affirme pas la tranche optionnelle, le titulaire du marché est libéré de tout engagement concernant l'exécution de celle-ci. Aucune indemnité d'attente ni de dédit ne sera due au titulaire en cas de non affermissement de la tranche optionnelle.

1.4. Durée du marché et délais d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa date de notification, pour une durée couvrant l'ensemble des missions.

Il s'achève à la plus tardive de ces dates :

- A l'expiration du/des délai(s) de « Garantie de Parfait Achèvement » (G.P.A. prévue à l'article 44.1 deuxième alinéa du CCAG applicable aux marchés de travaux), ou à l'issue de la prolongation que le maître de l'ouvrage pourrait décider en application de l'article 44.2 du CCAG Travaux de la tranche ferme ou de la tranche optionnelle éventuellement affermie correspondant aux travaux de la phase 2;
- La levée de la dernière réserve ;
- L'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le maître d'ouvrage et entraîne règlement du solde du marché de maîtrise d'œuvre.

A titre prévisionnel la durée d'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre est de 29 mois pour la tranche ferme. Dans le cas où la tranche optionnelle serait affermie la durée d'exécution du marché de la mission serait de 5 mois supplémentaires soit un délai global de 34 mois tranches fermes et optionnelles, hors période garantie de parfait achèvement.

Les délais maximums d'exécution sont donnés à titre indicatif dans le CCAP du marché et dans le planning prévisionnel Etudes et Travaux.

Cependant, les délais d'exécution contractuels de chacune des missions seront précisés dans l'acte d'engagement du marché et conformes au planning remis dans l'offre. Ils seront contractuels à la notification du marché et serviront de base à l'exécution du marché et à l'application des pénalités éventuelles. dans le planning proposé par le candidat retenu et deviendront contractuels à la notification du marché.

Il est par ailleurs précisé que le maître d'œuvre devra impérativement respecter les dates jalons suivantes sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 6.2.3 du CCAP :

- Notification des marchés de travaux au 13 novembre 2026
- Réception de la phase 1 au 24 février 2028.

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE), et son annexe financière (décomposition du prix global et forfaitaire) décomposée en trois onglets ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 28 annexes ;
- les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG MOE) dans sa version dernière version en vigueur ;
- les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- l'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre ;

3. MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants codifié par la loi MOP pour les missions de base et de diagnostic. Le contenu des missions est précisément détaillée dans le CCTP

Missions	Désignation
Éléments de mission de base	
DIAG	Les études de diagnostic
AVP	Les études d'avant-projet et estimations financières
PRO-DCE	Les études de projet et établissement du dossier de consultation hors pièces administratives
ACT	L'assistance pour la passation des contrats de travaux dont préparation de la consultation des opérateurs économiques chargés des travaux, en fonction du mode de passation des marchés publics et analyse des candidatures et des offres
VISA	L'examen de la conformité et le visa des études d'exécution réalisées par les

	entreprises
DET	La direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR	L'assistance du Maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de parfait achèvement
Autres éléments de mission de maîtrise d'œuvre	
CSSI	Coordinateur des Systèmes de Sécurité Incendie
SYNT	Animation de la cellule Synthèse
GED	La mise en place d'une Gestion Electronique des Document

4. MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

4.1. Informations réciproques des cocontractants

4.1.1. Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage fournit, en tant que de besoin, avant le début des études :

- Les éventuelles études antérieures ainsi que, le cas échéant, les observations portées sur celles-ci ;
- Les données techniques déjà connues, complétées éventuellement de celles en projet.

En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage donne au maître d'œuvre tous les moyens d'accès au site ou aux ouvrages existants et communique la liste nominative des intervenants et leurs missions respectives.

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire (par exemple, le maître d'ouvrage devra communiquer une copie de toutes les pièces annexées à l'arrêté de permis de construire)
- De toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage s'il constate en cours d'exécution du marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

4.1.2. Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

4.1.3. Exécution des prestations par une personne nommément désignée

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens affectés à la réalisation des prestations à mettre en oeuvre pour la bonne exécution du présent marché.

Il appartient au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché. A cet effet le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il

s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Ces personnes auront été présentées dans le mémoire technique du titulaire.

En cas de modification d'un membre de son équipe ou du correspondant permanent, il est fait application de l'article 3.4.3 du CCAG MOE. Cependant et par dérogation à ce même article, si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le maître d'œuvre dispose de 15 jours calendaires pour proposer un autre remplaçant.

4.1.4. Confidentialité et secret professionnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Cette obligation de confidentialité concerne tous les éléments de toute nature communiqués, et pas seulement ceux signalés comme présentant un caractère confidentiel, **par dérogation aux dispositions de l'article 5.1.1 du CCAG MOE.**

Toute divulgation des éléments susmentionnés sera considérée comme une faute grave et sanctionnée comme telle conformément à l'article 30.1i) du CCAG MOE

4.2. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

4.3. Réunion de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier jusqu'à la réception des travaux avec une fréquence d'une réunion par semaine.

Il remet un compte-rendu de chantier dans un délai de 48 heures après la réunion de chantier. Le compte-rendu sera au format électronique et diffusé à tous les acteurs identifiés

4.4. Autres intervenants dans l'opération

4.4.1. Coordination sécurité et protection de la santé

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

Conformément aux articles L. 4531-1 au L. 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Plus précisément, le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux diagnostics, avant-projet et projet ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le maître d'œuvre s'engage à :
- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;

- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître de l'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'oeuvre et qui sera annexé au présent marché.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le maître d'oeuvre doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le maître d'oeuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Le maître d'oeuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'oeuvre consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

4.4.2. Contrôle technique

Le contrôleur technique pour l'opération n'est pas encore désigné au moment de la passation du marché de maîtrise d'œuvre. Le maître d'ouvrage communiquera au maître d'œuvre les coordonnées du contrôleur technique dès sa désignation.

La mission du contrôleur technique est régie par les dispositions du code de la construction et de l'habitation et précisées dans le CCTP du présent marché.

4.4.3. L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier (OPC)

Le titulaire chargé de la mission OPC n'est pas encore désigné au moment de la passation du marché de maîtrise d'œuvre. Le maître d'ouvrage communiquera au maître d'œuvre les coordonnées du contrôleur technique dès sa désignation.

4.4.4. Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Le maître d'ouvrage autorise le maître d'œuvre à échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

Il s'engage à faire respecter les obligations contractuelles, notamment en matière de délais, assignées à chacun des autres intervenants concourant à la réalisation de l'opération.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre en informe le maître d'ouvrage sans délais.

4.5. Présentation et vérification des prestations de maîtrise d'œuvre

4.5.1. Gestion documentaire en phases études et travaux

4.5.1.1. Délais maximum d'établissement des documents en phase études et travaux

	Point de départ des délais	Délais maximum
Diagnostic (DIAG)	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la notification du marché.	6 semaines

Etudes d'avant-projet (AVP)	Validation des études de diagnostic	8 semaines
Remise du dossier de permis de construire et d'ICPE au MOA pour approbation	Validation des études AVP	9 semaines
Etudes de projet (PRO) Dont dossier de consultation des entreprises (DCE) finalisé	Validation des études AVP	12 semaines
Rapport d'analyse des offres	Transmission des offres par la Comue au maître d'œuvre	2 semaines
VISA + SYNTH + CSSI	Réception des documents	2 semaines
Compte-rendu de chantier	Date de la dernière réunion de chantier	48 heures
Dossier des ouvrages exécutés	Date de la réception des travaux	4 semaines

Les délais contractuels seront ceux précisés par le titulaire dans l'acte d'engagement par le titulaire du marché.

Les délais prévus ci-dessus comprennent les périodes de congés payés annuels, qui ne pourront en aucun cas s'ajouter au temps dont dispose le titulaire pour assurer ses prestations.

4.5.1.2. Présentation des documents :

Le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des études.

	Nombre d'exemplaires
Diagnostic (DIAG)	1 exemplaire électronique par intervenant*
Etudes d'avant-projet (AVP)	1 exemplaire électronique par intervenant*
Dossier de permis de construire et d'ICPE	1 exemplaire papier + 1 exemplaire électronique + autant d'exemplaires que les services de l'urbanisme l'exigent
Etudes de projet (PRO)	1 exemplaire électronique par intervenant*
Dossier de consultation des entreprises (DCE)	1 exemplaire électronique par intervenant*
Rapport d'analyse des offres	1 exemplaire électronique par intervenant*

Dossier marché (pièces graphiques et écrites)	1 exemplaire papier + 1 exemplaire électronique
VISA	1 exemplaire électronique par intervenant*
SYN	1 exemplaire papier + 1 exemplaire électronique
Dossier des ouvrages exécutés	3 exemplaires papier + 1 exemplaire électronique par intervenant*

*intervenant entendu comme bureau de contrôle, coordonnateur SPS, OPC etc.

Pour le contrôleur technique, si ce dernier en fait la demande, le titulaire du marché devra fournir, en plus de ceux indiqués dans le tableau ci-dessus, un exemplaire papier.

Les formats informatique demandés sont les suivants : « .dwg » et « .pdf » pour les plans, et « .doc » et « .xls » pour les pièces écrites.

4.5.1.3. Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage :

La décision du maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études intervient avant l'expiration des délais suivants :

	Délais d'approbation*
Diagnostic	15 jours ouvrés
Etudes d'avant-projet	20 jours ouvrés
Etudes de projet – dossier de consultation des entreprises	20 jours ouvrés
Rapport d'analyse des offres	20 jours ouvrés

*Hors période de fermeture de l'établissement

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

La décision du maître d'ouvrage prendra la forme d'un ordre de service notifié au titulaire via la plateforme PLACE.

Dans le cas où la décision du maître d'ouvrage conduirait à un ajournement, refaction ou rejet du livrable les délais laissés à la maîtrise d'œuvre pour reprendre les prestations seront précisés dans l'ordre de service notifié au titulaire, **par dérogation à l'article 21 du CCAG MOE**.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander, jusqu'à la validation définitive des prestations, autant de fois que nécessaire des compléments, améliorations ou mises au point, et ce à la charge du titulaire. Ces demandes ne feront donc pas l'objet d'une facturation de la part du titulaire.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au dernier alinéa de l'article 21 du CCAG MOE . Cependant, l'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

4.5.2. Vérification des éléments financiers en phase Travaux

Il est fait application de l'article 12 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

4.5.2.1. Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

En application de l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur envoyé par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux. Le projet de décompte mensuel devient donc décompte mensuel.

Sur la base du décompte mensuel le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur et le met à disposition sur le portail public de facturation en vue du paiement de l'état d'acompte mensuel correspondant

Le cas échéant si le projet de décompte a été modifié par le maître d'œuvre il en informe le titulaire du marché par tout moyen permettant de donner date certaine.

Délai de vérification :

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et à leur transmission au maître d'ouvrage est fixé à 10 jours ouvrés à compter de la date de l'accusé de réception du document.

4.5.2.2. Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi et notifié par l'entrepreneur en application des articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG-Travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, en application de l'article 12.4.1 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général qui sera accepté ou rectifié par la maîtrise d'ouvrage et deviendra le décompte général qui sera déposé sur la plateforme PLACE à l'attention du titulaire du marché.

Délai de vérification :

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et à sa transmission ou sa mise à disposition au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation est fixé à 15 jours ouvrés à compter de la date de la réception du document.

4.6. Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage

4.6.1. Forme de la notification

L'ordre de service daté et signé est remis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre par la plateforme PLACE ou par tout moyen dématérialisé permettant d'en attester la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception.

La date de réception indiquée sur la plateforme vaudra accusé de réception de l'ordre de service sans qu'il soit nécessaire d'en renvoyer un exemplaire signé. Cependant si l'ordre de service appelle des observations alors le titulaire en renvoie un exemplaire signé conformément aux dispositions de l'article 4.6.3 du CCAP.

4.6.2. Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

Un ordre de service du maître d'ouvrage est notamment nécessaire :

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission)
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles
- Lorsque le maître d'ouvrage décide d'exécuter une tranche optionnelle.

4.6.3. Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des réserves

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours, sous peine de forclusion, pour notifier au maître d'ouvrage des observations relatives à un ordre de service qui lui a été notifié, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE.

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part conformément à l'article 3.8.3 du CCAG-MOE.

Toutefois, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter un ordre de service dans les cas suivants :

- lorsque le maître d'ouvrage n'a pas répondu dans un délai de 15 jours aux observations dûment motivées et notifiées par le maître d'œuvre visant à l'informer qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le maître d'œuvre est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE ;
- lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives est notifié au maître d'œuvre alors que le montant cumulé des ordres de service pour ce type de prestations a atteint 10% du montant hors taxes du marché sans avoir fait l'objet d'avenants en application de l'article 14.2 du CCAG-MOE
- lorsque un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière en application de l'article 14.3 du CCAG-MO

4.7. Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination des titulaires, avec copie au maître d'ouvrage. Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable écrite du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- porte sur la notification des dates des commencement des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants
- modification du programme initial entraînant une modification de projet
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus
- interruption ou ajournement des travaux

Les ordres de services devront intégrer les modifications apportées en moins-value et plus-value, leurs montants, les incidences éventuelles sur le délai de réalisation des travaux ainsi que l'origine de la modification.

4.8. Marchés de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au maître d'œuvre, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les

documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

5. ARTICLE 5 – REMUNERATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE

5.1. Caractéristiques et contenu des prix

L'unité monétaire est l'Euro (€).

Le montant total des prestations figure à l'acte d'engagement et est global et forfaitaire. Dans la CDPGF le candidat indiquera la décomposition du prix global et forfaitaire ainsi que le taux de rémunération applicable. .

Les prix du marché sont exprimés en euros.

Les prix des prestations du marché sont révisable. Ces prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que les frais afférents à l'exécution des besoins décrits dans le présent cahier des charges.

5.2. Caractère forfaitaire du marché

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP et le CCTP du marché. Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le caractère forfaitaire du marché n'interdit pas de convenir que certaines prestations ou fournitures particulières puissent être rémunérées sur la base de prix unitaires figurant au marché .

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

5.3. Etablissement du forfait provisoire de rémunération

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché :

- contenu de la mission fixée par le CCTP compris programme et assurances à souscrire
- partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage
- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles
- délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage
- mode de dévolution des marchés de travaux
- durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage
- découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation
- continuité du déroulement de l'opération.

5.4. Passage au forfait définitif de rémunération

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'AVP et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

La rémunération définitive est calculée au pourcentage, avec application de la formule suivante :

Montant définitif de la rémunération = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux x taux de rémunération le cas échéant renégocié.

NOTA :

- L'incidence éventuelle, sur les prestations de maîtrise d'œuvre, de l'évolution des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre, qui ont servi à établir le forfait provisoire de rémunération, est prise en compte dans la négociation du forfait définitif de rémunération.
- La fixation de la rémunération définitive ne fait pas obstacle à l'application des dispositions relatives aux avenants négociés avec le maître d'ouvrage.

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel le maître d'œuvre s'engage ainsi que le montant définitif du forfait de rémunération seront arrêtés par voie d'avenant.

5.5. Modalités de révision

5.5.1. Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédent celui de la remise des offres. Ce mois est appelé mois Mo soit le mois d'août 2025.

5.5.2. Révision du prix du marché de maîtrise d'œuvre

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \text{ Im/Io}$$

dans laquelle Im et Io sont les valeurs prises par l'index ingénierie (ING) respectivement au mois m (mois de révision) et au mois m0 (mois d'origine).

Le mois m est déterminé comme suit : index du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable (date indiquée sur la facture)

En application de l'article R. 2191-28 du code de la commande publique lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

5.6. Taxe sur la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

6. ARTICLE 6 - ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE ET PÉNALITÉS

6.1. Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le coût de l'opération

6.1.1. Avant la passation des marchés de travaux

- Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage

Cette enveloppe financière affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme.

- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux établis par le maître d'œuvre et engagement

Comue de Toulouse

Page 14 sur 23

Marché n°2025-059 : Mission de maîtrise d'œuvre pour le projet calcul 2027 - Travaux d'infrastructures pour le calculateur de Météo-France au sein de l'Espace Clément Ader

Cahier des Clauses Particulières

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de l'AVP sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux en € HT.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de **3 %**

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux € HT x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

- **Prise en compte des modifications intervenues**

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant, conformément à l'article 4.6.3 du présent CCAP. Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois Mo s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index **BT 01** pour l'ensemble des travaux.

- **Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index **BT 01** pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

- **Respect de l'engagement du maître d'œuvre**

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

- **Conséquences du non-respect de l'engagement**

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises
- soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatible avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût. Dans ce cas, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

Par ailleurs, si le coût de référence des travaux dépasse le seuil de tolérance et si le maître de l'ouvrage déclare l'appel d'offres infructueux, le maître d'œuvre a l'obligation de reprendre les études, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une négociation.

6.1.2. Après la passation des marchés de travaux

- **Coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux en € HT.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

- **Tolérance sur le coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de **3 %**

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

▪ Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base MO travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

▪ Conséquences du non-respect de l'engagement

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x taux de rémunération (taux fixé à l'article 5.4)

Cependant, Conformément à l'article R. 2432-4 du code de la commande publique le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

6.2. Pénalités applicables au maître d'œuvre

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG MOE les pénalités ci-après sont applicables au marché avec la précision qu'il n'existe pas de seuil d'exonération des pénalités et elles ne sont pas plafonnées. Les pénalités pourront être appliquées sur l'état d'acompte suivant avec mise en demeure préalable

6.2.1. Pénalités de retard dans la présentation des documents

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des documents dus pour chacun des éléments de missions, dont les délais sont fixés dans l'acte d'engagement et ou le présent CCAP, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est, en **dérogation aux dispositions de l'article 16 du CCAG MOE** de :

Diagnostic	200 euros
Etudes d'avant-projet	200 euros
Etudes de projet	200 euros
Dossier de consultation des entreprises	200 euros
Rapport d'analyse des offres	200 euros
Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du contrat de travaux	200 euros
VISA	200 euros
Procès-verbal de levée des réserves formulées	200 euros
Direction de l'exécution du contrat de travaux	150 euros
Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement / Rapport d'essais / Dossier des ouvrages exécutés (AOR / DOE)	200 euros
Mission Synthèse	150 euros
Mission Coordination Système de Sécurité Incendie	150 euros

Par ailleurs, en cas de retard dans la communication du contrat de sous-traitance, il pourra être fait application d'une pénalité de 150€, par jour calendaire de retard.

6.2.2. Pénalités en cas de retard dans la vérification des documents financiers des marchés de travaux

En cas de retard dans la vérification des projets de décomptes mensuel et final, si le délai fixé à l'article 4.5.2 du CCAP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant est fixé à 100 euros par jour calendaire de retard.

Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables.

6.2.3. Pénalités de retard sur une date jalon

En cas de retard sur les dates jalons de notification du marché de travaux et de réception de la phase 1 indiquées à l'article 1.4 du présent marché le titulaire encourt une pénalité de 300€ par jour calendaire de retard.

6.2.4. Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 30 jours calendaires à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise. Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 300 euros, par dérogation aux dispositions de l'article 16 du CCAG MOE.

7. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application de l'article 24 du CCAG MOE.

La cession consentie à titre exclusif par le titulaire au profit de la Comue concerne l'ensemble des modes d'exploitation (droit de reproduction, droit de représentation, de distribution et d'adaptation) dans le monde entier sur tous les supports (présents et à venir), et sans limitation de nombre.

La cession des droits de propriété intellectuelle est forfaitairement comprise dans le prix du marché et ne donne pas lieu à un complément de prix.

8. RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

Il est fait application des articles 11.2 et suivants du CCAG MOE.

8.1. Présentation des demandes de paiement

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le nom et l'adresse du créancier,
- le RIB,
- le numéro du bon de commande correspondant au marché,
- la prestation exécutée,
- la date de facturation,
- le montant des prestations réalisées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément à l'article 21.3 du CCAG-MOE
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- le montant HT total de la facture,
- le montant de la TVA détaillée,
- le montant TTC total de la facture.

NOTA : Le montant de la facture sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ce montant sera éventuellement rectifié à l'occasion de la vérification de la facture en appliquant les taux de TVA en vigueur suivant la réglementation.

En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation CHORUS.

Les modalités d'établissement de la demande de paiement, et le cas échéant l'utilisation de modèle propre au maître d'ouvrage, sont précisées au maître d'œuvre lors de la réunion de lancement.

8.2. Montant de l'acompte périodique

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, en application de l'article 11.5 du CCAG-MOE et conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique, et dans la limite de l'échéancier précisé ci-dessous ci-dessous. La demande de paiement est déposée sur la plateforme Chorus.

■ Echéancier de paiement des acomptes

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte	
Diagnostic	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage	
Etudes d'avant-projet	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage	
Etudes de projet	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage	
Assistance pour la passation des contrats de travaux	50% à la remise du DCE 30% à la remise du rapport d'analyse des offres 20% après la mise au point des marchés de travaux	
VISA	au prorata de l'avancement de la mission	
Direction de l'exécution des contrats de travaux	90% DET/n	n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier OU n étant le nombre de mois du délai d'exécution hors période de préparation de chantier.
	10%	Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles de celles-ci par le maître d'œuvre.
Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement / Dossier des ouvrages exécutés	65 % au prorata des réceptions effectuées avec ou sans réserves	
	15 % à la levée des réserves	
	15 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés 5% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement	
Mission Synthèse	80% En fonction de l'avancement des études, sous forme d'acomptes mensuels En cas de prolongation du délai de chantier n'entraînant pas d'honoraires complémentaires pour cet élément de mission, le solde de cet élément de mission sera réparti proportionnellement au nouveau délai résiduel 20% à la fourniture des plans de synthèse définitifs (DOE) validés	

Mission Coordination Système de Sécurité Incendie	20% à la validation de l'élément de mission AVP 20% à la validation de l'élément de mission PRO 40% en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement à la durée du chantier telle que définie à l'OS de démarrage des travaux En cas de prolongation du délai de chantier n'entraînant pas d'honoraires complémentaires pour cet élément de mission, le solde de cette partie d'élément de mission sera réparti proportionnellement au nouveau délai résiduel. 20% à la validation de l'élément de mission AOR
---	--

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement conformément aux dispositions de l'article 11.6 du CCAG MOE.

8.3. Etablissement du solde

Il est fait application de l'article 11.7 du CCAG MOE.

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 1.4 du présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final via la plateforme Chorus.

Le maître d'œuvre notifie son projet de décompte final dans un délai de 30 jours à compter de la décision la décision d'achèvement de sa mission précitée.

Après vérification et rectification éventuelle par la maîtrise d'ouvrage, le projet de décompte final devient le décompte final. Sur cette base le maître d'ouvrage établit le décompte général.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte final pour notifier au maître d'œuvre le décompte général.

8.4. Délai de paiement

Les sommes dues au prestataire sont réglées dans un délai global de paiement de 30 jours courant à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai de 30 jours, fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans les conditions fixées par le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8.1 du décret précité est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros prévue à l'article 9 du décret précité sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Le Comptable Assignataire est Madame le comptable public de la Comue.

8.5. Paiements des co-traitants et des sous-traitants

8.5.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera, pour chaque sous-traitant, le formulaire DC4 - acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces mentionnées sur ce cadre d'acte spécial. Le titulaire fournira en sus :

- les formulaires DC2 et NOTI2 dûment renseignés, daté et signés, concernant ledit sous-traitant ;
- les références principales pour des prestations similaires et la description des moyens humains et techniques ;
- l'extrait KBIS datant de moins de 3 mois ;
- le RIB du sous-traitant ;
- les attestations d'assurances responsabilité civile du sous-traitant.

En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité selon le modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.6.2 du CCAG MOE, il incombe au titulaire de notifier aux sous-traitants l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient.

8.5.2. Modalités de paiement direct

Les règlements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'accord écrit et daté de l'entrepreneur, mandataire ou titulaire, pour le règlement de la somme considérée due au cotraitant ou au sous-traitant au titre du marché.

Les sommes dues au sous-traitant tiennent compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires ou conjoints, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Par ailleurs, pour les sous-traitants d'une entreprise générale ou individuelle titulaire du marché, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte ou à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Enfin, pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement titulaire du marché, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation jointe au projet de décompte ou à la facture, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

9. AVANCES

9.1. Les avances versées au titulaire

Sauf en cas de refus du maître d'œuvre indiqué dans l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R.2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

En application de l'article 11.1 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage retient l'option A.

Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique : le taux de l'avance est fixé à 30% en application de l'option A.11.1 du CCAG-MOE

Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée dans l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le montant de l'avance forfaitaire ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Aucune sûreté ne sera demandée en garantie de l'avance.

9.2. Les avances versées aux sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

Le maître d'œuvre transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire conformément à l'article R. 2193-20 du code de la commande publique.

10. ASSURANCES

10.1. Assurance du maître d'œuvre

Conformément à l'article 9.1 du CCAG MOE le titulaire et ses cotraitants et sous-traitants éventuels doivent disposer d'une assurance responsabilité civile professionnelle et civile décennale dans les conditions ci-après indiquées :

Assurance de responsabilité civile professionnelle :

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels sont garantis par une police couvrant leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées. Le maître d'œuvre devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

Assurance de responsabilité civile décennale (RCD) :

Pour les ouvrages soumis à l'obligation d'assurance RCD, le maître d'œuvre doit justifier d'une police d'assurance responsabilité civile décennale, en cours de validité au jour de l'ouverture du chantier, le garantissant pour la mission qui lui est confiée pour l'opération.

Ce contrat doit comporter au minimum les garanties :

- Responsabilité civile décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil y compris au profit des « existants totalement incorporés et techniquement indivisibles » ;
- Dommages immatériels consécutifs à des sinistres découlant de l'application des responsabilités et garanties visées ci-dessus s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Pour les chantiers dont le coût prévisionnel de travaux et honoraires est inférieur à 15 millions € HT, l'attestation doit comporter :

- Le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées lequel ne devra pas être inférieur au coût total des travaux et honoraires HT déclaré par le maître d'ouvrage;
- une garantie à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître de l'ouvrage

- La mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage

Assurance complémentaire du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération

Par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG MOE pour justifier l'ensemble de ces garanties, chacun des cotraitants du groupement doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il sera produit à cet effet une attestation nominative de chantier qui comportera la liste exacte des activités pour lesquelles il est garanti et les montants des garanties. Ce contrat comportera une clause assurant le maintien de la garantie pour toute la durée de la responsabilité pesant sur l'assuré pour tous les chantiers ouverts pendant la durée de validité de celui-ci.

10.2. Assurance du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage envisage la souscription d'une assurance dommage-ouvrage dont l'objet est de garantir en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage réalisé ainsi qu'aux ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

11. RÉSILIATION

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 27 à 34 du CCAG MOE avec les précisions suivantes :

Si le maître d'ouvrage décide de la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision est notifiée conformément à l'article 27 du CCAG-MOE et la fraction de la mission ou de l'élément de mission déjà accomplie est rémunérée.

Dans ce cas de résiliation, le maître d'œuvre perçoit une indemnité de 5% de la partie résiliée du marché, en référence à l'article 31 du CCAG-MOE.

12. DIFFEREND ENTRE LES PARTIES

En cas de litige, les parties conviennent de saisir le tribunal administratif de Toulouse.

Conformément à l'article 35 du CCAG-MOE, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 2 mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation pour notifier sa décision.

13. DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est le seul applicable. Le tribunal administratif de Toulouse est seul compétent pour régler les litiges qui n'auraient pas pu donner lieu à conciliation entre les parties.

Tous les documents, correspondances, factures doivent être rédigés en français. Seuls les documents techniques peuvent être rédigés en anglais.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

14. DEROGATIONS AUX CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents ci-après :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé
4.1.3	3.4.3
4.1.4	5.1.1
4.5.1.3	21
6.2	16.2
6.2.1	16
6.2.4	16
8.5.1	3.6.2
10.1	9.1.3

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé
4.5.1.3	12.2.2
4.5.2.2	12.4.2